

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 31 – du 28 août au 3 septembre

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CORRIDORS ET RÉSILIENCE AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Les tensions au Proche-Orient ont un effet ambivalent sur les interconnexions logistiques : d'un côté elles les rendent plus que jamais stratégiques, et de l'autre elles entravent leur développement. Oléoducs interrompus, gazoducs dégradés, abandon de projets : les infrastructures sont souvent les premières victimes de l'instabilité géopolitique.

Le paradoxe est particulièrement visible dans le secteur de l'énergie. Le Tapline, qui reliait l'Arabie saoudite à Saïda, a cessé de fonctionner au cours des années 1990 dans le sillage de la guerre au Liban ; la canalisation reliant les champs de Kirkouk en Irak au port syrien de Baniyas, inaugurée en 1952, a été progressivement mise à l'arrêt à partir des années 1970 avant d'être en partie détruite en 2023 ; et celle reliant Haïfa construite en 1935 n'a fonctionné que quelques années, jusqu'à la création de l'État d'Israël en 1948. Le gazoduc arabe, conçu pour acheminer jusqu'à 10 milliards de m³ de gaz par an de l'Égypte au Liban via la Jordanie et la Syrie, a lui-même vu son fonctionnement fortement perturbé après 2011. D'autres projets n'ont jamais dépassé le stade des études, comme le gazoduc destiné à relier le gaz israélien au marché européen via la Turquie ou le vaste projet de marché panarabe de l'électricité soutenu par la Banque mondiale.

Il en résulte un manque cruel d'interconnexions régionales. Moins de 2 % de l'électricité produite y fait l'objet d'échanges transfrontaliers, contre 17 % en France et 22 % en Norvège et en Suède. La région ne dispose ni de véritable dorsale ferroviaire ni d'un réseau gazier intégré. Cette fragmentation nourrit en retour de fortes dépendances. L'Irak dépend par exemple du gaz iranien pour près de 30 % de sa production électrique, alors que les livraisons iraniennes sont régulièrement inférieures aux volumes contractuels, exposant le pays à des pénuries et de coupures d'électricité. L'Égypte et la Jordanie dépendent également du gaz israélien pour une part significative de leur approvisionnement. Or ces dépendances et le manque de diversification des approvisionnements entraînent des risques de pénurie, en particulier le contexte d'une précarité des équilibres géopolitiques.

Les connexions numériques n'échappent pas non plus à cette logique. Les échanges intrarégionaux de données restent limités, en raison d'infrastructures insuffisantes, et près de 80 % de la capacité internationale provient d'Europe. La région demeure ainsi largement dépendante de quelques grandes routes sous-marines, au premier rang desquelles celle passant par la Mer Rouge et le canal de Suez, goulot d'étranglement majeur. Dix-sept câbles sous-marins y transitent, reliant directement ou indirectement une soixantaine de pays. L'incident du navire *Rubymar*, en 2024, a rappelé que les itinéraires de contournement étaient eux-mêmes vulnérables : trois câbles sectionnés, plusieurs mois de réparation et, sur certaines liaisons entre l'Inde et l'Europe, jusqu'à 30 % de latence supplémentaire.

Les entraves à la circulation des flux dans le détroit d'Ormuz montrent l'urgence et le caractère stratégique de la diversification des flux logistiques régionaux. Pour l'Irak, cinquième producteur mondial de pétrole et dont environ 80 % de la production est exportée, l'accès à des débouchés alternatifs est vital. Pourtant, les solutions de contournement restent embryonnaires : quelques convois routiers vers Baniyas (environ 0,16 mbj), des flux modestes via l'oléoduc le reliant à la Turquie et des volumes maritimes limités, très loin des 3,2 mbpj qui transitaient auparavant par le détroit d'Ormuz, qui concentraient 95 % de ses exportations de pétrole.

Mais cette dynamique pourrait aujourd'hui s'inverser. La hausse attendue des échanges entre l'Europe, l'Inde et le Golfe, dans le sillage de la conclusion de l'accord de libre-échange, l'ambition des monarchies du Golfe de devenir des puissances numériques et la relance des investissements énergétiques créent une demande croissante de nouvelles infrastructures. Les

LE CHIFFRE À RETENIR

2 %

PART DE L'ÉLECTRICITÉ
PRODUITE DANS LA RÉGION
FAISANT L'OBJET D'ÉCHANGES
TRANSFRONTALIERS

investissements mondiaux prévus dans les câbles sous-marins entre 2026 et 2029 devraient ainsi atteindre 16 Mds USD, tandis que les projets d'intelligence artificielle et de centres de données dans le Golfe pourraient générer des besoins considérables en connectivité.

Deux évolutions géopolitiques majeures pourraient donc modifier les équilibres et agir comme catalyseur pour les interconnexions : la fermeture du détroit d'Ormuz et la stabilisation progressive de la Syrie, qui permet d'envisager à nouveau des corridors terrestres à travers le Levant.

La Syrie pourrait ainsi de nouveau endosser un rôle de carrefour majeur entre l'Europe et le Moyen-Orient. La réhabilitation des lignes électriques de haute tension entre la Turquie, la Syrie et la Jordanie, la remise en service du gazoduc entre Kilis et Alep et la perspective de réhabiliter la liaison Homs-Alep du gazoduc arabe pourraient progressivement créer un axe énergétique Nord-Sud intégré allant de l'Égypte vers la Turquie et par extension vers l'Europe. Plus à l'est, la réhabilitation du corridor Kirkouk-Banias offrirait à l'Irak une nouvelle voie d'évacuation de ses hydrocarbures vers la Méditerranée. L'Égypte pourrait également tirer parti de cette recomposition, en s'appuyant sur le SUMED, qui offre déjà une voie alternative aux flux d'hydrocarbures transitant par le canal de Suez. Dans cette recomposition, le Liban pourrait lui aussi retrouver une fonction de plateforme, en s'appuyant sur ses deux ports à Beyrouth et Tripoli et sur sa proximité avec la Syrie.

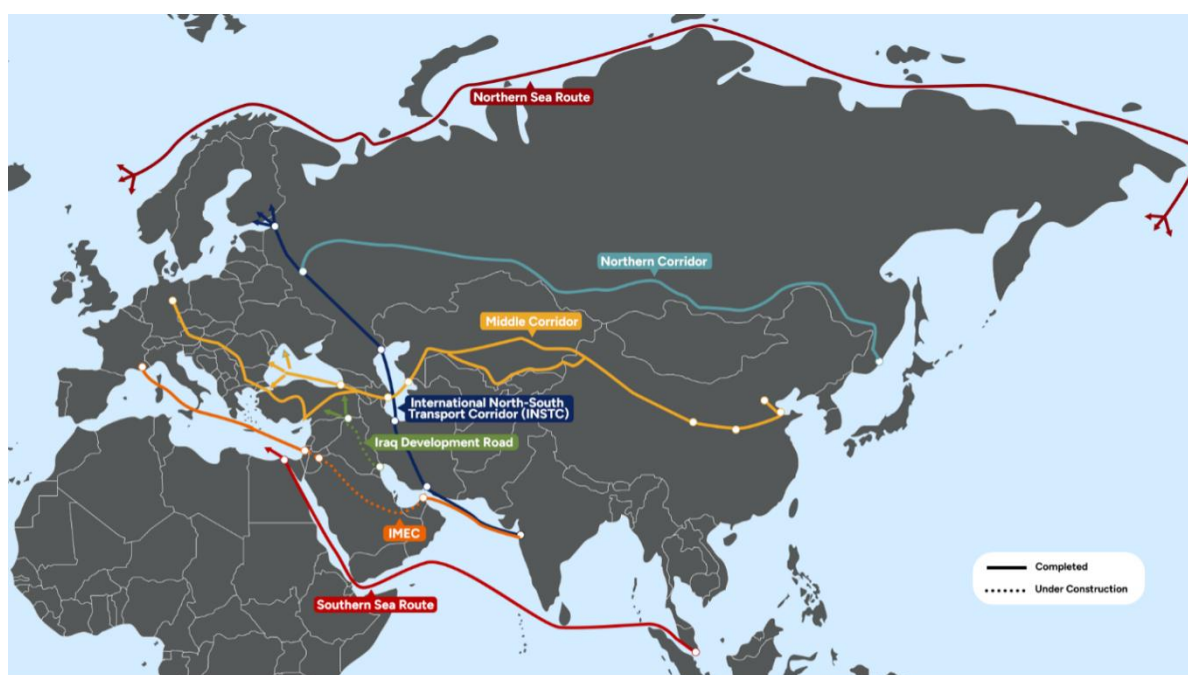
Mais les investissements en infrastructures ne suffiront pas. Harmonisation douanière, cadres réglementaires, interconnexions physiques, facilitation aux frontières et coordination des investissements seront indispensables. Dans une région dépourvue d'autorité de coordination intergouvernementale, le défi est autant institutionnel que financier.

La Turquie et les pays du Golfe joueront ici un rôle déterminant. La première est incontournable pour les corridors reliant l'Europe à la Syrie, à l'Irak et au Levant ; les seconds disposent des capacités financières nécessaires pour les développer. Les bailleurs internationaux, notamment la Banque mondiale et l'Union européenne à travers Global Gateway, auront également à jouer un rôle de sponsor et de renforcement de la confiance.

Après avoir été longtemps une victime des frontières et des conflits, l'infrastructure pourrait redevenir un instrument de résilience. Plusieurs projets concurrents cherchent à organiser les flux entre l'Europe, le Golfe et l'Asie, chacun reflétant des priorités géopolitiques différentes. L'IMEC soutenu par les États-Unis, l'Inde, l'Arabie saoudite et l'Europe, vise à renforcer un axe passant par le Golfe et Israël, même si ce dernier tend désormais à être progressivement contourné, au profit de la Syrie, par les nouvelles recompositions régionales depuis le 7 octobre. À l'inverse, la Turquie cherche à promouvoir sa propre centralité à travers la Route du développement irako-turque, qui s'appuie sur le grand port irakien d'Al-Fao, et la réactivation de la Route du Hedjaz alors que les initiatives chinoises ou le corridor Nord-Sud entre Russie et Iran s'inscrivent dans d'autres logiques de circulation.

Ces projets, dont certains relèvent toutefois davantage d'un narratif géopolitique que d'une recherche d'efficacité logistique, ne sont pas nécessairement incompatibles. Si leur multiplication peut en principe conduire à une allocation sous-optimale de ressources, le risque géopolitique peut aussi lui donner un caractère assurantiel bienvenu pour le développement économique général du Moyen-Orient.

Hedi GHILAS - Service Économique Régional de Beyrouth



ÉGYPTE

1. VISITE DU PRÉSIDENT CHINOIS XI JINPING EN ÉGYPTE

Le président chinois est arrivé en Égypte le mardi 1^{er} septembre pour sa première visite officielle dans le pays depuis 10 ans, à l'occasion des 70 ans de la relation bilatérale sino-égyptienne. Accueilli par le président Al-Sissi à l'aéroport international du Caire, ces deux jours de visite ont été présentés comme l'occasion de renforcer le partenariat stratégique bilatéral signé en 2014, et tout particulièrement l'occasion pour la Chine de réaffirmer la place de l'Égypte au sein des nouvelles routes la soie, et notamment sur leur volet digital. Les deux présidents ont présidé la cérémonie de signature de cinq accords officiels et protocoles d'accord, ainsi que de plus de 20 autres documents de coopération économique, technique et industrielle. En amont de la visite présidentielle chinoise, Huawei s'est ainsi positionné sur un appel d'offres égyptien pour [fournir plus de 2 000 puces aux data centers gouvernementaux](#), notamment militaires, poussant Washington à envisager une offre concurrente. Le géant du numérique chinois porterait également un projet [d'usine d'assemblage de systèmes de stockage d'énergie par batterie](#) et de stations de stockage autonomes d'une capacité totale de 4GWh, afin d'accélérer la transition numérique égyptienne.

2. PRESSIONS CONTENUES SUR LE COMPTE COURANT EN 2025/2026 MALGRÉ LES TENSIONS RÉGIONALES

Les transferts de la diaspora, première rente de l'Égypte, ont atteint un record de 47,3 Mds USD sur l'ensemble de l'exercice 2025/26 (+29,6 % en glissement annuel). Ils représentent ainsi environ 13 % du PIB et environ dix fois les revenus du Canal de Suez (3^{ème} rente du pays), lesquels ont atteint 4,6 M USD sur la période (+29 % en glissement annuel). Le trafic dans le canal du Suez, et les revenus associés, enregistrent une reprise progressive depuis le début de l'année 2025, toutefois toujours soumise aux tensions régionales. En particulier, le volume de trafic a connu une hausse notable en mai 2026, le nombre de pétroliers ayant augmenté de 20 % en g.a pour atteindre 512 navires. Les recettes mensuelles du canal ont atteint 415 M USD, soit un niveau mensuel inédit depuis février 2024. Ce rebond est

principalement attribuable aux voies de contournement au détroit d'Ormuz mises en œuvre en mer Rouge, y compris dans le cadre de l'acheminement du pétrole brut saoudien vers la côte méditerranéenne par le pipeline SUMED. De leur côté, les recettes touristiques ont également poursuivi leur progression, soutenues par la dynamique exceptionnelle du tourisme en 2025 avec 19 millions de touristes accueillis en 2025 et 10,8 M de touristes entre janvier et juillet 2026 malgré les perturbations liées au conflit régional. Le redressement de ces trois principales sources de devises contribue à soutenir la position extérieure de l'Égypte. Ces bonnes performances ont permis de limiter l'impact des hausses des prix du pétrole et du gaz sur le déficit courant attendu par le FMI à 4,5 % du PIB pour l'exercice 2025/26.

3. LA BANQUE CENTRALE MAINTIENT SES TAUX D'INTÉRÊT INCHANGÉS POUR LE 4^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

Le 20 août, le [Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Égypte](#) a maintenu ses taux directeurs inchangés pour le 4^{ème} mois consécutif, invoquant la nécessité de maintenir des conditions monétaires suffisamment strictes pour ancrer les anticipations d'inflation et soutenir la trajectoire de désinflation en cours. Le taux de dépôt au jour le jour a ainsi été maintenu à 19 %, le taux de prêt à 20 % et le taux des opérations principales à 19,5 %. Cette décision intervient alors que l'inflation globale a subi une légère augmentation mensuelle, passant de 14,3 % en juin à 14,9% en juillet, tandis que l'inflation sous-jacente est passée de 14,3 % à 14,7 %. Malgré une augmentation annuelle de l'inflation due à un effet de base défavorable (+1 pp), l'inflation mensuelle urbaine s'est établie à 0,0 % en juillet, contre -0,5 % en juillet 2025 et -0,4% en juin 2026.

4. LE TRÉSOR US LANCE UNE ENQUÊTE SUR LES TRANSACTIONS DE LA BANQUE MISR AUX EAU

Le Département du Trésor américain a lancé [une enquête sur des transactions entre La Banque Misr et 103 sociétés iraniennes, d'un montant estimé à 1,8 Md USD, entre 2024 et 2026](#). À la lumière de ces investigations, Washington a menacé de priver cinq succursales de la banque localisées aux Émirats arabes unis (EAU) de l'accès aux services de correspondance bancaire avec les institutions financières américaines.

L'enquête a été ouverte dans le cadre de l'opération « *Economic Outcast* » visant à couper les sources de financement de l'Iran. Le Trésor américain affirme que l'opération des EAU a permis à l'Iran d'accéder aux devises américaines, malgré les sanctions exhaustives imposées à Téhéran par Washington. Les sanctions envisagées interdiraient aux institutions financières américaines d'ouvrir ou de maintenir des comptes au nom de la Banque Misr UAE. Les institutions financières américaines seraient également tenues de prendre des mesures pour empêcher que des transactions impliquant la Banque Misr UAE ne soient traitées par l'intermédiaire de comptes correspondants détenus aux États-Unis par des banques étrangères. Les mesures viseraient uniquement les succursales de la Banque Misr aux UAE et ne s'appliqueraient pas aux activités de la banque en Égypte. Banque Misr s'est vue accordée un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponses.

5. LE TAUX DE CHÔMAGE RAMENÉ À 5,8 % AU T2 2026

Selon les chiffres officiels du gouvernement [le taux de chômage a été ramené à 5,8 % au deuxième trimestre 2026](#), contre 6,0% au trimestre précédent, son niveau le plus bas jamais atteint. Cette amélioration intervient dans un contexte de hausse de la population active. Celle-ci a atteint 35,64 M de personnes, soit une hausse de 0,6% sur le trimestre, tandis que le nombre de chômeurs a diminué de 2,4%, pour s'établir à 2,08 M. Parallèlement, le nombre de personnes en emploi a progressé de 0,8 %, pour atteindre 33,6 M, suggérant une capacité accrue de l'économie à absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Cette évolution reste toutefois marquée par de fortes disparités. Le chômage masculin a été ramené à 3,4%, contre 3,6% au T1, tandis que le chômage féminin a légèrement augmenté en passant de 14,3% à 14,4% sur la même période. Le taux de chômage a également progressé en zones urbaines, pour s'établir à 8,8%, alors qu'il a été ramené à 3,5% en zones rurales, contre 4,2 % au trimestre précédent.

IRAK

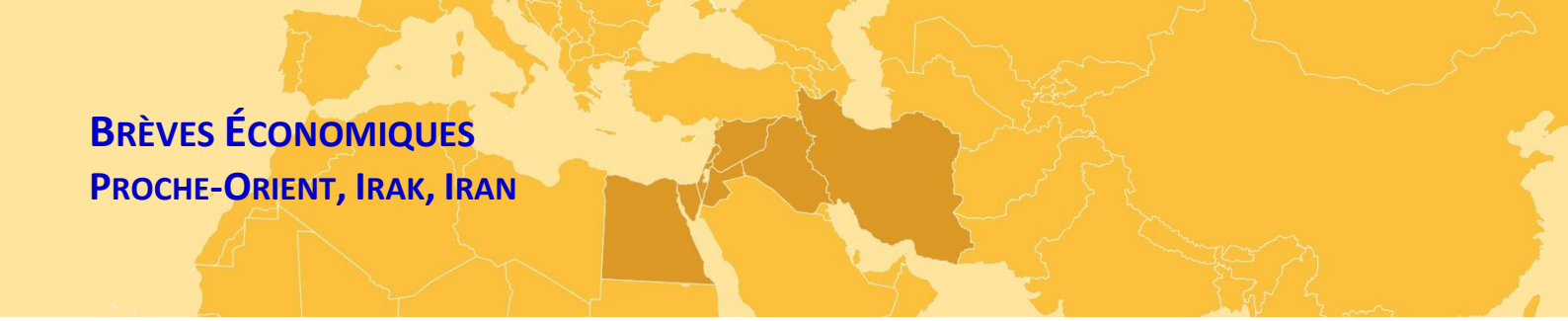
1. REBOND DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE EN AOÛT

Les exportations de brut irakien ont atteint une moyenne de 2,3 millions de barils par jour au mois d'août, en hausse de 70 % par rapport à juillet (1,35 millions de b/j). Un pic de 3 millions a été atteint le 25 août, plus haut volume depuis le début du conflit fin février, proche du niveau habituel de 3,5 millions de b/j. Ce rebond a été rendu possible par la relative accalmie dans le détroit d'Hormuz, des autorisations de passage délivrées au cas par cas par les autorités iraniennes, ainsi que par les décotes d'environ 30 USD par baril accordées par l'Irak sur son brut, qui permettent d'attirer les négociants internationaux. À l'inverse, les exportations vers le port turc de Ceyhan sont restées stables, de l'ordre de 150 000 à 180 000 b/j. Le ministère du pétrole a par ailleurs indiqué vouloir développer sa propre flotte de pétroliers, dont le nombre est actuellement limité à 6 navires, ce qui permettrait aux autorités irakiennes d'acheminer elles-mêmes le brut vers les acheteurs (ventes *free-on-board*), sans avoir à recourir à un intermédiaire. En parallèle, les autorités irakiennes ont affiché au cours des dernières semaines leur ambition de décupler les capacités de production de pétrole à long terme, le Premier Ministre irakien évoquant désormais un objectif de production de 10 millions de b/j à horizon 2030.

IRAN

1. DURCISSEMENT DES SANCTIONS AMÉRICAINES

Le 24 août 2026, l'OFAC a lancé l'opération ***Economic Outcast***, destinée à intensifier la pression sur l'Iran et sur les intermédiaires étrangers facilitant ses échanges internationaux, notamment par un recours accru aux sanctions secondaires. Cette campagne s'inscrit dans le prolongement de plusieurs mesures adoptées depuis avril 2026. Selon l'organisme américain, la majorité des exportations pétrolières iraniennes est achetée par des raffineries indépendantes chinoises, dites *teapot refineries*. La stratégie de Washington ne vise donc plus uniquement les acheteurs finaux de pétrole, mais tend à couvrir l'ensemble de la chaîne commerciale, financière et logistique permettant ces exportations. Dans le cadre de l'opération *Economic*



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

Outcast, l'OFAC a adopté de nouvelles déterminations sectorielles concernant **cinq secteurs supplémentaires** : les actifs numériques, les technologies, l'or, l'aviation et le transport maritime. Dans le même temps, l'OFAC a annoncé des sanctions contre **près de 60 personnes, entités et navires** relevant de plusieurs juridictions. L'OFAC a également averti les acteurs américains et non américains des risques liés au **paiement de droits de passage dans le détroit d'Ormuz** ou au recours à certains services proposés par des entités iraniennes désignées. **Parallèlement, il a suspendu cinq licences générales** qui autorisaient jusqu'alors certaines activités éducatives, certains transferts personnels non commerciaux, des services liés aux conférences ainsi que des échanges sportifs et universitaires.

2. ÉVOLUTION DU TARIF DE L'ESSENCE

Selon le président Pezeshkian, **le troisième palier tarifaire de l'essence passerait de 50 000 à 100 000 IRR/litre (soit environ 0,06 \$/litre)**. Dans ce nouveau schéma, les deux premiers paliers tarifaires resteraient inchangés, avec une allocation de 60 litres par mois au tarif de 15 000 IRR/litre, puis de 50 litres supplémentaires au tarif de 30 000 IRR/litre. Au-delà de ce quota mensuel de 110 litres, le troisième palier tarifaire s'appliquerait. Le pays compte plus de **22 millions de voitures particulières** fonctionnant à l'essence. La production nationale s'élève à environ **121 Ml/jour**, dont 112 Ml/jour produits par les raffineries et 9 Ml/jour par les unités pétrochimiques. La consommation d'essence a progressé de **6 % en g.a** et de **30 % au cours des cinq dernières années**, tandis que les capacités de raffinage n'ont augmenté que de 10 % sur la même période. Selon les estimations, les importations atteignent désormais **20 Ml/jour**, pour un coût qui devrait s'élever à **4,5 Mds \$ d'ici mars 2027**. À la suite du blocage par les États-Unis de certaines voies d'approvisionnement au sud, le pays ne serait notamment plus en mesure d'importer de l'essence indienne transitant par les Émirats arabes unis. Il convient également de noter qu'environ la moitié de la population ne possède pas de voiture.

3. LE PMI DEMEURE EN CONTRACTION MALGRÉ UN REBOND DE LA PRODUCTION

Le PMI de juillet s'est établi à **49,5 points (+3,8 points en g.m)**, restant sous le seuil de 50 pour le **16^{ème} mois**

consécutif. Le rythme de contraction s'atténue, mais l'indicateur ne signale pas encore de retour généralisé à l'expansion. Le principal signal positif provient de **l'indice de production, qui repasse au-dessus du seuil de 50, à 52,7 points (+4,8 points), après 14 mois de contraction**, traduisant une reprise de l'activité productive. Ce redressement demeure toutefois fragile : les **nouvelles commandes** restent en contraction, à 47 points (+6,4 points), pour le **16^{ème} mois consécutif**, tandis que l'indice des **exportations** recule de 48,4 à 44,5 points. Les entreprises produisent ainsi davantage sans bénéficier encore d'un redressement suffisamment solide de la demande, tandis que les difficultés d'approvisionnement et la faiblesse des débouchés extérieurs persistent.

4. 81 Mds USD DE RECETTE D'EXPORTATION NON RAPATRIÉES DEPUIS 2019

Selon la Banque centrale d'Iran (BCI), le montant cumulé des manquements aux obligations de rapatriement des recettes d'exportation depuis 2019 s'élève à **81 Mds USD**. Sur ce montant, 4 Mds USD concernent les entreprises pétrochimiques, 1 Md USD les raffineries, 5 Mds USD les secteurs métallurgique et minier et 71 Mds USD les autres exportateurs. La BCI précise que ces devises n'appartiennent ni à l'État ni à elle-même, mais aux exportateurs ; le manquement réside dans leur non-rapatriement via les circuits prévus par la réglementation. La loi impose un taux minimal de rapatriement de 60 %, porté à 100 % pour certaines catégories d'exportateurs. Jusqu'à l'année 1400 (2021/2022), le taux moyen de rapatriement dépassait 85 %, mais il s'est fortement dégradé à partir de 1401 (2022/2023), sous l'effet notamment des taux de change administrés, du manque d'attractivité des circuits officiels et de l'accélération des sorties de capitaux liée aux incertitudes politiques et sociales. La BCI souligne toutefois qu'une partie de ces devises aurait été utilisée **via des circuits non officiels** pour financer des importations réalisées sans allocation de devises ainsi que des opérations de dédouanement partiel. La réforme de la politique de change engagée à partir de janvier 2026 aurait parallèlement favorisé le rapatriement des recettes depuis avril 2026. La BCI envisage désormais de renforcer les obligations de rapatriement, en s'inspirant du dispositif mis en place en Russie.

ISRAËL

1. CINQUIÈME BAISSÉ DU TAUX DIRECTEUR (3,25 %) EN MOINS D'UN AN

Le comité monétaire de la Banque d'Israël a décidé le 1^{er} septembre d'abaisser le taux directeur de 25 points de base, à 3,25 %. Il s'agit de la troisième baisse consécutive et de la cinquième depuis novembre 2025, soit un assouplissement cumulé de 125 pb (de 4,5 % à 3,25 %). La décision n'était pas acquise, le consensus des analystes étant partagé. Trois critères l'ont soutenue : **(1)** l'inflation, revenue à 1,5 % en juillet 2026, son plus bas niveau depuis mai 2021 et sous le point médian de la cible de la Banque, de 1 % à 3 % ; **(2)** une croissance rapide, le PIB du T2 2026 progressant de 15,4 % en rythme annualisé par rapport au T1 (soit +3,6 % en variation trimestrielle) et de 6,2 % par rapport au T4 2025, ce qui réduit l'écart à la tendance de long terme à environ 0,8 % ; **(3)** malgré une incertitude géopolitique élevée, une prime de risque stable, à des niveaux similaires à ceux qui prévalaient avant le 7 octobre. L'appréciation du shekel a également pesé dans l'arbitrage. La prochaine décision est prévue le 21 octobre, moins d'une semaine avant les élections législatives.

2. DE NOUVEAUX APPELS D'OFFRES D'AMPLEUR DANS LE DOMAINE DES INFRASTRUCTURES

NTA a publié les appels d'offres de préqualification « Infra 2 » pour le métro de l'agglomération de Tel-Aviv, d'une valeur totale de 30 Mds ILS (env. 8,6 Mds EUR), qui complètent l'appel d'offres « Infra 1 » d'environ 65 Mds ILS (env. 18,6 Mds EUR), pour lequel 20 consortiums israéliens et internationaux ont déposé une demande de participation. Alors que « Infra 1 » portait principalement sur le génie civil (creusement des tunnels), « Infra 2 » concerne le matériel roulant, la signalisation et les équipements électriques, ainsi que l'opération et la maintenance du réseau. Les autorités ont par ailleurs publié fin août les documents de présélection d'un appel d'offres international portant sur la conception, le financement, la construction, l'exploitation et la maintenance pendant 25 ans, en partenariat public-privé (PPP), d'une usine de dessalement d'eau de mer dans la zone industrielle d'Emek Hefer (à côté de Netanya). Sa capacité prévue, de 400 M de m³ par an,

équivaldrait à environ 40 % de la consommation annuelle d'eau douce des ménages et de l'industrie, et en ferait la plus importante station de dessalement au monde. Le cahier des charges propose également une option de centrale à gaz dédiée pouvant atteindre 300 MW.

3. LE PRIX ÉLEVÉ DES CARBURANTS OUVRE UN DÉBAT INTERMINISTÉRIEL SUR SA FISCALITÉ

Le prix de l'essence (SP95) en libre-service, soumis au contrôle des prix de l'État, a été porté au 1^{er} septembre à 8,25 ILS le litre (env. 2,36 EUR), au niveau du record nominal de septembre 2012 (en termes réels, le prix reste inférieur au pic de 2012). Bien que les cours du brut aient baissé le mois dernier, cette hausse s'explique par la composante de raffinage, en progression d'environ 50 % sur un mois. Le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a demandé à ses services d'instruire une baisse de l'accise, afin de ramener le litre à 7,75 ILS, pour un coût budgétaire mensuel de 300 M ILS. Le ministère de la justice fait toutefois valoir qu'une telle mesure ne peut être mise en œuvre dans les 90 jours précédant le scrutin électoral.

4. HAUSSE DES EXPORTATIONS DANS LE SECTEUR DE LA DÉFENSE, MAIS UN ARRIÉRÉ DE 4,3 MDS € PÈSE SUR LA SOUS-TRAITANCE

Dans le classement 2026 de *Defense News*, les trois plus grandes entreprises israéliennes du secteur (Elbit, Israel Aerospace Industries et Rafael) figurent parmi les 30 premiers groupes mondiaux, avec un chiffre d'affaires défense cumulé supérieur à 20 Mds USD en 2025. Malgré la forte hausse de leurs exportations, ces groupes israéliens ont décidé de retarder les paiements dus à leurs sous-traitants en raison d'une dette de 15 Mds ILS (env. 4,3 Mds EUR) du ministère de la Défense à leur égard. Pour mémoire, le ministère des Finances refuse d'approuver un abondement de 40 Mds ILS du budget de défense 2026 (de 143 à 183 Mds ILS, soit +28 %), d'où cet arriéré important envers les industries locales. L'effet de second tour se concentre sur la trésorerie des PME de la chaîne d'approvisionnement.

JORDANIE

1. S & P MAINTIENT LA NOTE SOUVERAINE DE LA JORDANIE À « BB- »

Standard & Poor's (S&P) maintient la note de crédit à long terme de la Jordanie à BB- avec perspective stable. Selon [le rapport](#), publié le 28 août, cette décision reflète la relative stabilité de l'environnement macroéconomique dans le Royaume malgré la situation régionale dégradée, une résilience résultant du réacheminement d'une partie des échanges commerciaux vers la Jordanie, des transferts de la diaspora et du soutien continu des partenaires bilatéraux (4 Mds USD prévus en 2026, dont 2,1 Mds USD de soutien américain). S&P anticipe une croissance du PIB de +2,5 % en 2026 (contre 3 % dans le rapport de février dernier), et les grands projets d'infrastructure nationaux devraient y contribuer à hauteur de 0,3 point de pourcentage. En outre, le secteur manufacturier (17 % du PIB) consolide sa position de levier clé de la croissance, en raison en partie de son potentiel pour la reconstruction en Syrie. Enfin, le niveau élevé de dette publique et la hausse du déficit courant restent des défis majeurs. *Ces projections reposent sur l'hypothèse que la situation régionale ne connaîtra pas de nouvelle détérioration et que ses effets négatifs ne se prolongeront pas davantage.*

2. VISITE DE ROI ABDALLAH II EN CHINE

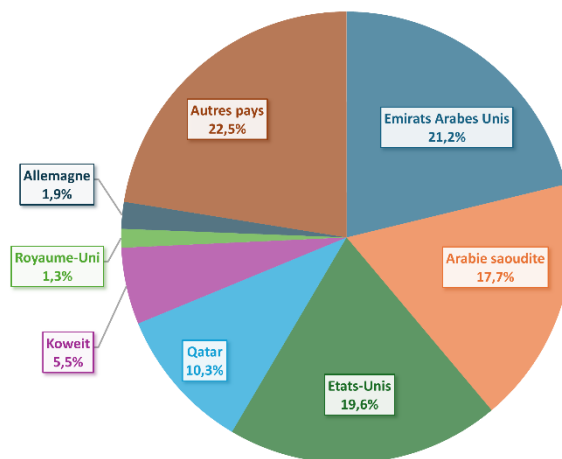
Le roi Abdallah II a effectué une visite d'une semaine en Chine, à l'aube du 50^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Il s'agit de la première visite d'État depuis 2015, année où les relations ont été élevées au rang de partenariat stratégique. Plusieurs protocoles d'entente ont été signés, dont deux dans l'aviation civile : l'un entre Royal Jordanian Airlines et Air China pour renforcer la coopération entre les deux compagnies, l'autre pour le développement conjoint de la « Route de la soie aérienne », visant à améliorer les liaisons entre les deux pays. Un protocole d'entente a par ailleurs été signé entre le Conseil jordanien du tourisme et le China Media Group, pour promouvoir la Jordanie par le biais de diffusion de campagnes publicitaires dans les médias. Aussi, les deux pays ont signé un accord de coopération, prévoyant une subvention de 14,7 M

USD pour des projets d'aide humanitaire et de développement.

3. HAUSSE DES ENVOIS DE FONDS DES EXPATRIÉS AU 1^{ER} SEMESTRE 2026

Selon les données de la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les envois de fonds des expatriés jordaniens ont atteint 1,8 Mds JOD/2,5 Mds USD au premier semestre (S1) 2026, soit une augmentation de +14,3 % en glissement annuel (g.a.). Les transferts proviennent principalement des Émirats Arabes Unis (21,2 %), des États-Unis (19,6 %), de l'Arabie saoudite (17,7 %) et du Qatar (10,3 %). Le rapport de S&P, publié le 28 août, explique cette hausse significative en partie par le rapatriement vers la Jordanie de l'épargne détenue par les expatriés, le Royaume ayant été moins directement touché par la guerre que certains autres pays de la région. Les envois de fonds des travailleurs étrangers en Jordanie vers leur pays d'origine ont également augmenté de +15,5 %, atteignant 969 M USD. Ils sont dirigés à 41,5 % vers l'Égypte et 11,8 % vers le Bangladesh.

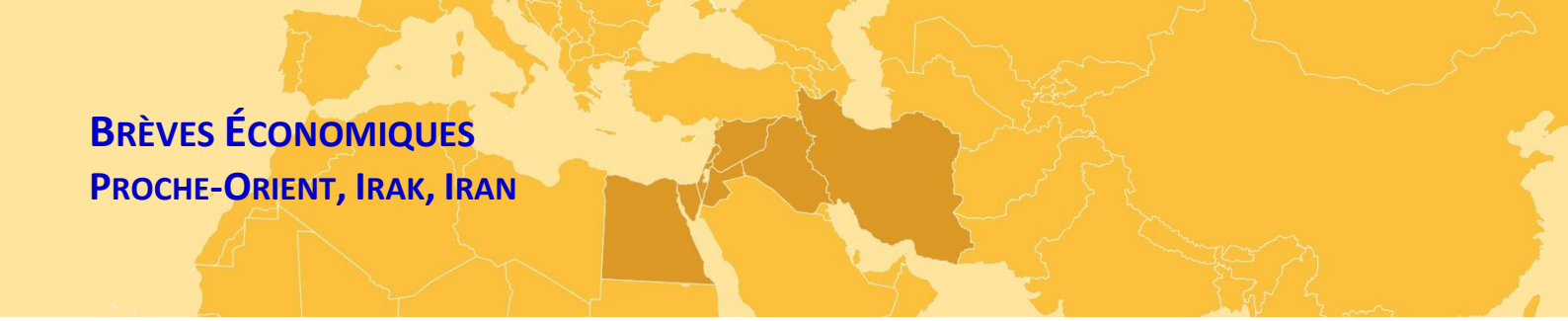
ORIGINES DES TRANSFERTS DE LA DIASPORA JORDANIANNE



LIBAN

1. INSTAURATION D'UNE REDEVANCE ENVIRONNEMENTALE RENFORCÉE SUR CERTAINS PRODUITS

Le conseil des ministres a adopté, le 13 août, une nouvelle grille de redevances environnementales applicable à 26 catégories de produits importés. La mesure, qui doit encore être publiée au Journal officiel, prévoit des taux compris entre 1,5 % et 3 % selon la nature des produits concernés, notamment



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

les chaussures, certains produits d'hygiène, les jouets, les boissons alcoolisées et les véhicules.

La redevance serait prélevée lors de l'étape du dédouanement. Les autres produits importés, qui ne relèvent pas de ces 26 catégories, resteraient soumis au régime général instauré par la loi n° 38 du 5 janvier 2026, prévoyant une redevance comprise entre 0,10 % et 0,50 %. Les recettes collectées doivent contribuer au financement de la gestion des déchets, selon le principe du « pollueur-payeur », sans mobiliser davantage le budget de l'État ni la Caisse autonome des municipalités.

L'incidence de cette nouvelle taxation sur les prix à la consommation dépendra de la part du coût absorbée par les importateurs et les distributeurs et de celle qui sera répercutée sur les prix de vente. Selon certains analystes, la mesure pourrait entraîner une hausse de 1 à 6 % des prix finaux à la consommation.

2. L'ÉCONOMIE LIBANAISE POURRAIT SE CONTRACTER D'AU MOINS 6 % EN 2026

D'après un rapport de la Banque mondiale publié le 21 août, la reprise de la guerre au Liban le 2 mars devrait entraîner en 2026 une perte de 3 Mds USD de recettes touristiques et de 0,6 Md USD de consommation intérieure. Dans ce contexte, le PIB devrait reculer de 6,4 % en 2026, alors qu'il aurait progressé de 4,2 % en l'absence de reprise du conflit.

L'agence de notation S&P anticipe, dans le sillage de la résurgence du conflit, un recul du PIB encore plus marqué, de 8,6 % en 2026, du fait de l'impact de la reprise du conflit entre le Hezbollah et Israël, contre une croissance de 4% du PIB en 2025. L'intensification des attaques israéliennes, notamment dans la capitale (en mars et avril), a fortement perturbé l'activité économique, particulièrement les secteurs du tourisme et du BTP. S&P estime que le Liban pourra renouer avec la croissance l'année prochaine, avec une croissance moyenne de 2,7% sur la période 2027-2029, grâce aux efforts de reconstruction et au renforcement de la consommation, soutenue par les remises des expatriés. Le PIB nominal devrait atteindre 39,3 Mds USD en 2026, 45,6 Mds USD en 2027 et 50,1 Mds USD en 2028. Par ailleurs, S&P a salué l'adoption des réformes financières : réforme de la loi sur le secret bancaire, adoption de la loi de résolution bancaire et l'adoption en Conseil des ministres d'un

projet de loi de répartition des pertes et de restitution des dépôts. L'agence souligne également l'amélioration des performances budgétaires au cours des deux dernières années : avec une prévision d'excédent budgétaire à 3% du PIB en 2026 ; 1,5% en 2027 ; 1% en 2028 et 2% en 2029. Enfin, S&P s'attend à une amélioration de la balance des paiements : le déficit des comptes courants ne représenterait que 16,8% en moyenne sur la période 2026-2029, contre 22% du PIB sur la période 2023-2025. Cette amélioration serait financée par des transferts de fonds vers le Liban et par l'augmentation de l'épargne en devises des résidents.

3. RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD AVEC LE KOWEÏT POUR L'APPROVISIONNEMENT EN FIOUL À PRIX RÉDUIT

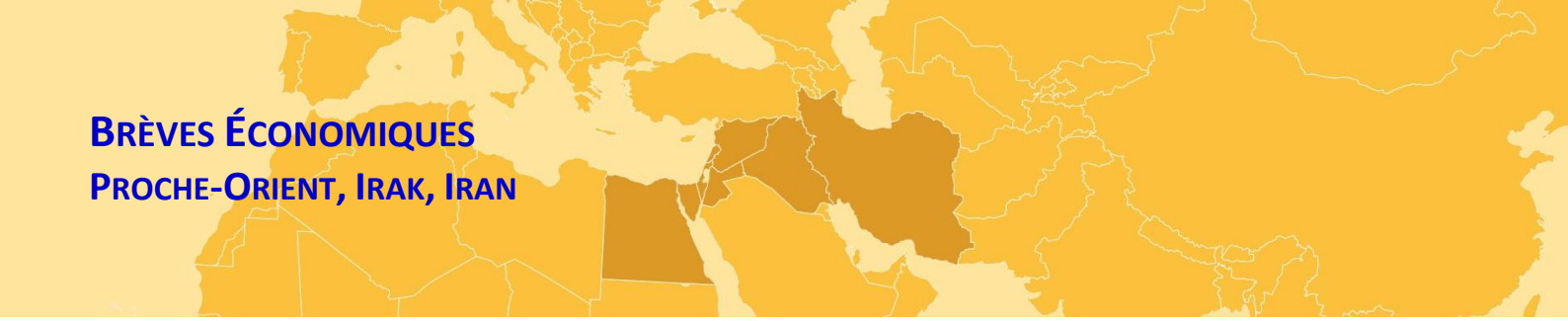
Le Liban pourra continuer de s'approvisionner en carburant à prix très réduit auprès du Koweït, dans le cadre d'un accord visant à offrir une cargaison gratuite pour chaque cargaison achetée par Electricité du Liban (EDL). Le fioul est livré en plusieurs envois et financé directement par les recettes d'EDL, sans impact sur les finances publiques. Le premier volet de l'accord, lancé en septembre 2025, avait permis de fournir progressivement 132 000 tonnes à EDL. Le ministre libanais de l'Energie, Joe Saddi, a annoncé son renouvellement dans ces mêmes conditions.

PALESTINE

1. LES RELATIONS DE CORRESPONDANCE BANCAIRE AVEC ISRAËL PROLONGÉES JUSQU'À FIN 2026 SANS SOLUTION PÉRENNE

Les banques israéliennes Discount Bank et Bank Hapoalim ont finalement accepté de maintenir jusqu'à fin 2026 leurs relations de correspondance avec les banques palestiniennes. Discount Bank devait initialement interrompre ses services le 1^{er} septembre et Hapoalim le 1^{er} octobre. Leur décision, intervenue à l'issue de négociations avec le ministère israélien des Finances et la Banque d'Israël, écarte à court terme le risque d'une rupture des circuits de paiement entre les deux systèmes bancaires.

Les deux établissements israéliens assurent l'essentiel du traitement des transactions en shekels entre les banques palestiniennes et israéliennes, pour un



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

montant estimé à 51 Mds ILS (17 Mds USD) par an. Leur retrait aurait notamment compromis le règlement des importations palestiniennes, le paiement de biens essentiels et une partie des flux liés aux salaires et aux services publics. La décision constitue ainsi davantage un répit qu'une résolution de la crise. Il est nécessaire de mettre en place un dispositif durable au-delà de 2026. Une des propositions à l'étude concerne la possibilité de confier à terme cette fonction à un opérateur permanent ou à une entité publique. La question de la correspondance bancaire reste donc entière, dans un contexte où l'économie palestinienne demeure fortement dépendante du système financier israélien pour ses échanges extérieurs.

2. LES BÉNÉFICES DES ENTREPRISES COTÉES PROGRESSENT DE 44,8 % AU 1^{ER} SEMESTRE 2026 MALGRÉ LA RÉCESSION

Les entreprises cotées à la *Palestine Exchange* (PEX) ont enregistré au premier semestre 2026 une hausse de 44,8 % de leurs bénéfices par rapport à la même période de 2025, selon le dernier Moniteur économique du *Palestinian Economic Policy Research Institute* (MAS). Cette progression intervient dans un contexte pourtant marqué par la poursuite de la contraction de l'activité et de l'investissement palestiniens.

Les performances sont toutefois très concentrées sur les entreprises de grande taille opérant dans des secteurs relativement protégés de la dégradation de la conjoncture ou fournissant des services essentiels. Certains grands groupes affichent ainsi des résultats particulièrement dynamiques. APIC a enregistré au S1 un chiffre d'affaires de 688,2 M USD, en hausse de 15 %, tandis que son EBITDA progressait de 55 %, à 44 M USD, et son résultat opérationnel de 53 %, à 31 M USD.

Ces résultats témoignent ainsi davantage de la capacité de résistance d'une partie des grands groupes palestiniens que d'un redressement généralisé du secteur privé. La taille des entreprises, leur diversification sectorielle et géographique et leur positionnement sur des activités essentielles leur permettent d'absorber plus facilement la dégradation de l'environnement économique. Le contraste reste

marqué avec les PME et les secteurs directement exposés aux restrictions de mouvement, à la faiblesse de l'investissement et au recul de la demande

3. LE MAS ALERTE SUR L'ÉPUISEMENT PROGRESSIF DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE

Dans son dernier Moniteur économique, publié le 1^{er} septembre, le *Palestinian Economic Policy Research Institute* (MAS) décrit une économie palestinienne « entre résilience et épuisement ». Le PIB réel s'est contracté de 8,1 % au T1 2026 par rapport au trimestre précédent et de 4,8 % sur un an, à 2,96 Mds USD. Le recul atteint 8,2 % en Cisjordanie (-5,2 % sur un an), tandis qu'à Gaza le léger rebond annuel (+3,1 %) intervient depuis des niveaux extrêmement dégradés. Gaza ne représente désormais plus que 5,6 % du PIB palestinien.

La contraction touche largement l'appareil productif : sur un trimestre, la valeur ajoutée recule de 17,4 % dans la construction, de 16,2 % dans l'administration publique et de 11,9 % dans l'industrie manufacturière. L'investissement diminue de 9,1 % et les exportations de 8,3 %, tandis que les importations progressent de 6,6 %. La consommation privée augmente néanmoins de 5,4 %, soutenue notamment par les transferts courants de l'étranger, alors que la consommation publique chute de 42,7 % sous l'effet de la non-perception des recettes de clearance.

Le marché du travail reste fortement dégradé : le chômage atteint 29,5 % en Cisjordanie, contre 27,5 % au trimestre précédent, et 41,3 % parmi les jeunes diplômés. Seuls 47 600 Palestiniens de Cisjordanie travaillent encore en Israël ou dans les colonies. Le MAS décrit ainsi une économie qui continue de tenir grâce aux transferts extérieurs, à l'aide internationale et à la stabilité relative du secteur bancaire, mais dont la base productive s'érode sous l'effet de la crise des recettes de clearance, des restrictions de mouvement et de la réduction de l'accès au marché du travail israélien.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr